



## Non au plan de rigueur ! Contre la crise, **Il faut augmenter les salaires !**

**Parce que notre travail le vaut bien !  
Pour relancer la consommation !**

### Le plan de rigueur frappe d'abord les salariés.

Ce plan se veut une réponse à l'endettement des Etats. Or celui-ci est dû en grande partie à la crise financière, à la financiarisation de l'économie pas au travail, ni à la consommation des salariés.

Si quelques centaines de millions vont être prélevés sur les revenus des plus riches, l'essentiel des milliards d'économie devrait être assuré par les salariés : augmentation des prix, augmentation des mutuelles ... **c'est inacceptable !**

En frappant le pouvoir d'achat, c'est la consommation qui risque d'en pâtir au moment où il faudrait la relancer pour soutenir l'emploi.

### Les salariés vivent de plus en plus mal des revenus de leur travail.

Un salarié sur 2 perçoit un salaire de moins de 1600 euros par mois... L'année 2010 aura été l'année des plus faibles augmentations de salaires depuis 10 ans, alors que les dépenses contraintes (énergies, loyers...), qui représentent en moyenne le tiers du revenu des ménages, ont fortement augmenté. Conséquence, les dossiers de surendettement ont progressé fortement ces derniers mois selon la Banque de France.

### Pour certains, il faut encore se serrer la ceinture !

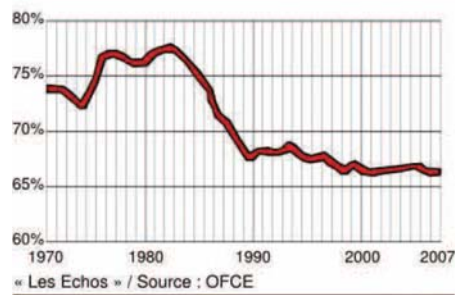
Patronat et gouvernement assentent que la faiblesse de la croissance est due au manque de compétitivité des entreprises et notamment aux coûts élevés du travail en France. Selon eux il faudrait encore réduire les salaires... Cette vision est soutenue par le pacte de compétitivité européen, rebaptisé « Euro plus », qui veut graver dans le marbre cette politique d'austérité et de coupes claires sur les salaires, les protections sociales et les services publics.

### Continuer dans cette voie serait dramatique...

Cette politique ne fera qu'aggraver les choses : les ménages doivent dépenser des fortunes pour se loger, et s'endettent lourdement sur de très longues périodes, ce que les taux bas autorisent. Du fait de l'absence de revalorisation salariale, leur capacité de consommation est ainsi grevée pour des années... La question n'est pas de « maîtriser » les salaires, mais bien l'inflation des actifs

immobiliers, des loyers, des différentes sources d'énergie... Et parallèlement d'augmenter les salaires ! Les chiffres démontrent que les Français sont de plus en plus productifs, et que la part des richesses créées distribuée en salaire ne cesse de diminuer en France :

### La part des salaires dans la valeur ajoutée en France



### Productivité de la main d'œuvre

Les données sont présentées sous la forme d'un indice par rapport à la moyenne européenne : si l'indice dépasse 100, la productivité de la main d'œuvre est supérieure à la moyenne de l'UE

|             | Par personne occupée |       | Par heure travaillée |       |
|-------------|----------------------|-------|----------------------|-------|
|             | 1998                 | 2008  | 1998                 | 2008  |
| Allemagne   | 112,4                | 107,4 | 111,1                | 111,9 |
| Danemark    | 109,1                | 101   | 106,1                | 96,4  |
| Espagne     | 107,7                | 104,8 | 92,4                 | 94,3  |
| France      | 126,3                | 120,9 | 114,5                | 116,9 |
| Italie      | 130                  | 108,1 | 102,7                | 88,9  |
| Royaume Uni | 109                  | 110,6 |                      |       |

base 100

UE des 27

UE des 15

Source Eurostat

Contrairement à ce qu'on cherche à nous faire croire, les 35 heures n'ont pas perturbé la productivité des salariés français. En comparaison de bon nombre de pays européens, la productivité horaire en France s'est accrue. Pourtant dans les faits, cette augmentation de productivité n'a pas été suivie d'une augmentation du pouvoir d'achat...

## Ni le coût du travail ni le manque de productivité ne sont la cause de la situation de l'économie du pays, ou du niveau record du chômage.

### Les mauvaises politiques menées sont seules responsables.

L'origine de la crise réside dans les politiques menées d'incitation à la destruction massive d'emplois, et dans les dispositifs fiscaux dérogatoires favorisant la multiplication des bas salaires, qui coûtent très chers !

Les dérogations fiscales accordées aux entreprises sont passées de 2,5 points de PIB en 2006 à 5,5 en 2010, soit plus de **100 milliards d'euros attribués dans une totale opacité !**

Les **30 milliards** d'exonérations de cotisations sociales sur les salaires allant jusqu'à 1,6 fois le smic n'ont profité ni à l'emploi, ni aux salariés, ni à la

croissance et constituent une usine à fabriquer des bas salaires. Les salariés à temps partiel sont également très pénalisés dans un tel système.

Et il faut ajouter les conséquences de l'obligation faites à l'Etat d'emprunter au taux du marché : ainsi, depuis 1974, la France a payé en intérêts aux banques la somme astronomique de 1200 milliards d'euros, à comparer aux 1641 milliards de dette publique actuelle !

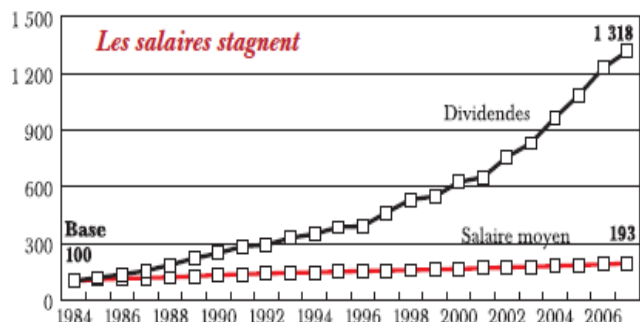
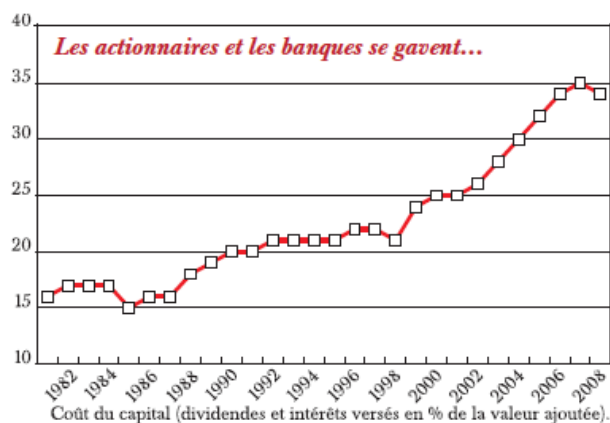
**De toute urgence, il faut remettre à plat tous les dispositifs fiscaux dérogatoires et les exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, soit environ 140 milliards d'euros !**

### Sortir de la crise, c'est retrouver la croissance, l'investissement productif. Pour ce faire, il faut redonner du pouvoir d'achat.

Cela relancera la consommation, et donc boostera la croissance, réduira le poids de la dette par les recettes fiscales et sociales générées. C'est ce cercle vertueux qu'il faut imposer contre tous les spéculateurs, y compris banquiers et assureurs qui ont trop joué avec les marchés financiers au détriment de leurs métiers de base.

## C'est possible !

On peut répartir autrement les richesses créées. Les résultats des entreprises parlent d'eux-mêmes : les profits ont atteint 84 milliards d'euros en 2010 et les dividendes vont exploser en 2011. Le résultat des entreprises du CAC 40 pour 2011 est annoncé en hausse de 15% en dépit de la crise ! Le total des salaires des patrons du CAC 40 atteint cette année plus de 98,3 millions d'euros, soit une moyenne de 2,46 millions d'euros par dirigeant et 24 % de plus qu'en 2009 ! En moyenne le salaire d'un de ces dirigeants représente 150 fois celui d'un salarié au SMIC.



**Pour augmenter les salaires, ce ne sont pas les moyens qui manquent, c'est la volonté...**

## Décidons ensemble ce que nous voulons changer !

**Demandez le questionnaire préparatoire aux négociations ! Faites le circuler !**